

La revue parents

POUR L'ENFANT VERS L'HOMME

N°453/AVRIL 2024

Orientation

La difficile libération
des filles !



NOS ACTIONS

Seine-Saint-Denis :
la colère éclate
dans les écoles

PORTRAIT

Salomé Saqué,
porte-voix
d'une génération



LE TOITORIEL

À l'usage des personnes qui souhaitent
soutenir les familles sans toit des écoles,
collèges et lycées

eleves-sans-toit.fr



SOMMAIRE

5 Instantanés
10 Nos coups de cœur

13
Dossier
Orientation
La difficile libération
des filles

21
En pratique
ORIENTATION • Les métiers verts attirent les jeunes en quête de sens
SANTÉ • Tendances. Maquillage : pas à tout âge !
PSYCHO • Adolescents. Ils écrivent et sous toutes les formes !
ÉDUCATION • Décrochage scolaire : quand le risque se profile

26
Décryptage
Le CESCE

28
Regards croisés
CORALIE BENECH/FRANÇOIS CARRÉ
30 minutes d'activité physique par jour à l'école : lubie ou révolution ?

30
Initiative
Violences sexuelles : des parents sensibilisés à la veille collective

32
Nos actions

34
Portrait
Salomé Saqué

édito

L'école publique doit avoir les moyens d'agir

« Dans un climat de tensions exacerbées dans la rue, les services publics, les stades ou sur les réseaux sociaux où les adultes ne donnent pas toujours l'exemple qu'ils devraient donner, c'est toute la société qui dysfonctionne. Mais le gouvernement pense qu'il appartient d'abord aux enfants de rentrer dans le rang. Le retour d'une autorité fantasmée est brandi comme LA solution magique avec des mesures que nous rejetons comme le port de l'uniforme, la création du conseil de discipline en primaire... Bien sûr, le respect des règles est nécessaire et la sanction quand elle doit avoir lieu doit être juste, proportionnée, adaptée et comprise pour être avant tout éducative. Mais l'État ne peut s'exonérer de ses responsabilités et doit mettre en place toutes les mesures de prévention qui existent déjà dans les textes. Nous le martelons, il faut recruter et former des personnels en nombre, des effectifs en classe réduits car le climat scolaire ne se décrète pas, il se construit. C'est aussi cela le droit à l'éducation !

La communauté éducative ne peut pas être seule face à cet enjeu collectif. L'école publique peut beaucoup mais ne peut pas être tenue responsable de tout. Ce sera avec le soutien de la société, qui, tout entière, doit participer à construire le monde que nous voulons pour nos enfants. »



GRÉGOIRE ENSEL
Président de la FCPE

Revue de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) 108, avenue Ledru-Rollin. 75544 Paris Cedex 11 • Tél. : 01 43 57 16 16 • www.fcpe.asso.fr • fcpe@fcpe.asso.fr

RÉDACTION
Directeur de la publication et de la rédaction : Grégoire Ensel • Responsable de la revue : Laurence Guillermou • Rédactrice en chef : Alexandra Defresne •

Conception graphique : **CITIZENPRESS**
Rédactrices : Michèle Foin, Émilie Gilmer, Anne-Flore Hervé, Marianne Peyri.

• Infographie : David Lory •
Dessin p.34 : Bénédicte Govaert
• Crédits photos : iStock.

PUBLICITÉ
Mistral Média, 22 rue Lafayette 75009 Paris • Tél. : 01 40 02 99 00 • mistralmedia.fr • Directeur général : Luc Leherécy.

IMPRESSION
Direct impression •
26 bis Boulevard de Beaubourg -
32, ZA Paris Est
77184 Émerainville.

Conformément à la loi n° 78 17 du 6 janvier 1978 informatique et libertés, chaque adhérent, abonné, assuré, dispose du droit d'information, de rectification et d'accès auprès de la FCPE.

Restons connectés !



Rendez-vous sur le site fcpe.asso.fr pour s'abonner à la Revue des Parents au tarif de 6 € (sans adhésion).

Suivez-nous sur



fcpe.nationale



fcpe.nationale

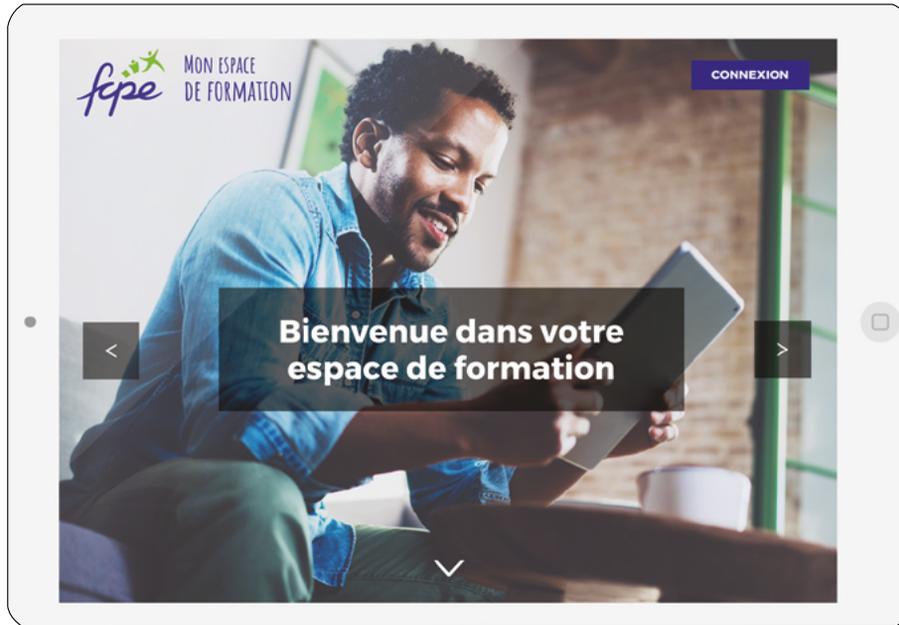
Des questions ?
Écrivez-nous



fcpe@fcpe.asso.fr

Pages spéciales départementales :
14 ; 45 ; 69 ; 95.





J'AIME MON ÉCOLE PUBLIQUE.FR

*Un espace
de formation
pour les parents d'élèves*

Instantanés

Une sélection d'infos pour vous accompagner

CONSTITUTION

Garantir l'accès à l'IVG



À l'occasion du 8 mars 2024, Journée internationale des droits des femmes, la FCPE a salué dans [un communiqué](#) la victoire historique, de voir inscrit dans le marbre de notre constitution, le droit à l'interruption volontaire de grossesse, après tant de décennies de combat. Le véritable enjeu est désormais l'effectivité de ce droit pour tous et partout, quel que soit leur âge. Elle exige notamment que l'accès à la pilule du lendemain, que l'assistance en cas de grossesse non désirée soit efficace grâce à une médecine scolaire vraie et forte avec des infirmières, des médecins et des adultes qualifiés présents dans chaque établissement scolaire.

AIDES

PASS COLO

Vous avez un enfant né en 2013 ? Profitez du Pass colo, créé dans le cadre du Pacte des solidarités. Une aide financière allant de 200 € à 350 € sera calculée en fonction de votre quotient familial (inférieur ou égal à 1500 €), et sera déduite directement du prix du séjour. Les séjours éligibles au Pass colo sont consultables sur le site jeunes.gouv.fr

STAGES

“1 Jeune, 1 Solution”, c'est l'exaspération !

Il y a fort à parier qu'entre le 17 et le 28 juin, beaucoup d'élèves de seconde feront un stage chez Netflix ou Amazon Prime depuis leur smartphone ! Le 25 mars, l'Éducation nationale a mis en ligne sa plateforme « 1 jeune, 1 solution », censée recenser des annonces de stages pour la nouvelle séquence d'observation rendue obligatoire cette année pour les élèves de seconde.

La FCPE avait réclamé ce site pour éviter que des lycéens sans réseau ne soient laissés sur le carreau. Mais elle avait aussi alerté sur le fait que vouloir envoyer simultanément près de 550 000 élèves en stage au prétexte de reconquérir le troisième trimestre était une folie. Bingo ! Vendredi 29 mars, cinq jours après l'ouverture, seules 3157 places étaient disponibles en ligne. Très loin, donc, des 200 000 offres promises à l'automne par Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation nationale. La diversité des offres est également risible,

puisque un tiers des offres publiées sont celles d'écoles pour découvrir le métier de... professeur des écoles !

L'alternative « imposée » : le SNU

Alors, où les élèves vont-ils atterrir ? Au service national universel ! En effet, pour retomber sur ses pieds et pouvoir annoncer le succès d'un dispositif dont personne ne veut, le ministère indique dans [la circulaire](#) publiée le 28 mars 2024 que les élèves de seconde qui auront effectué un séjour de cohésion ou une mission d'intérêt général dans le cadre du SNU seront dispensés de la séquence d'observation. Mais de ce côté-là aussi, ça coince, les capacités d'accueil n'étant pas extensibles. En effet, le ministère n'a prévu que 80 000 places disponibles pour l'édition de juin 2024.

+ EN SAVOIR PLUS : Lire [la circulaire](#) du 28 mars 2024.



On en parle !

1. CNESER

Alors que de nouvelles formations privées intègrent la plateforme Parcoursup, la FCPE a réclamé, lors du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche du 25 mars, l'ouverture de formations publiques, sélectives et non sélectives, sur tout le territoire.

2. ENQUÊTE

Afin d'interpeller les pouvoirs publics, la Fédération française des dys réalise une enquête flash nationale auprès des parents sur les dysfonctionnements constatés en 2023-2024 sur la mise en place des projets d'accompagnement, l'attribution d'aides humaines, entre autres. À vos claviers !

3. FORMATION



Le 5 avril, Emmanuel Macron a annoncé la création d'« écoles normales du XXI^e siècle ». Le concours de recrutement des professeurs sera désormais positionné à bac +3, au lieu de bac +5, à partir de la session 2025. Puis, en master, les étudiants seront élèves fonctionnaires et payés.



CYBERSÉCURITÉ

LES ENT SUSPENDUS

Depuis le 21 mars, les établissements scolaires font face à une vague de cyberattaque via le piratage des environnements numériques de travail (ENT), avec à la clé le détournement de messageries et la diffusion de messages à caractère terroriste. Au total, 340 attaques dans 20 académies ont été recensées. Près de 150 collèges et lycées sont concernés. Le 28 mars, la ministre de l'Éducation nationale a donc annoncé leur suspension jusqu'aux

vacances pour "réinitialiser les comptes des élèves et sécuriser davantage" l'accès à la messagerie des ENT. Un gel des ENT demandé par la FCPE, qui attend dorénavant un diagnostic précis des failles, ainsi que des mesures correctives plus importantes pour obtenir un niveau de sécurisation pérenne. La ministre a également annoncé le renforcement des dispositifs d'alerte et de sécurisation des bâtiments scolaires.



5 CONTRÔLES

Le rythme actuel des contrôles est de 5 par an pour 7 500 établissements, soit une fréquence d'une fois tous les 1 500 ans pour une école privée.

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Peu transparent et mal contrôlé

La FCPE se félicite du rapport parlementaire **transparent sur le financement des établissements privés sous contrat**, dont les conclusions ont été rendues devant la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale le 2 avril. Pour la FCPE, les auteurs disent noir sur blanc ce qu'elle dénonce depuis des années au sein du Conseil supérieur de l'éducation. La fédération appuie la demande de sanctions envers les établissements privés qui ne respectent pas leur contrat. Tout prosélytisme religieux doit notamment conduire à la suspension de la convention avec l'État. La FCPE partage la proposition d'une importante pénalité financière imposée aux établissements qui sélectionnent leurs élèves en fonction de leurs résultats scolaire. Le principe d'un malus qu'elle revendique depuis de longs mois.

+ **EN SAVOIR PLUS :** [Internet](#) Revoir [la présentation](#) du rapport.



1

Il • elle défend les droits de tous les enfants de l'école.

2



Il • elle recueille l'avis des parents pour porter leur voix en conseil d'école, en conseil de classe ou en conseil d'administration.

3

Il • elle sait qui contacter au bon moment pour les petits et grands problèmes qui surviennent à l'école.

LES 5 ACTIONS CLES DU PARENT DELEGUE

fape



4



Il • elle est soutenu • e dans ses initiatives par un réseau national et il • elle peut impulser pétitions, manifestations quand cela est nécessaire.

5

Il • elle organise la solidarité pour favoriser la gratuité de l'éducation.

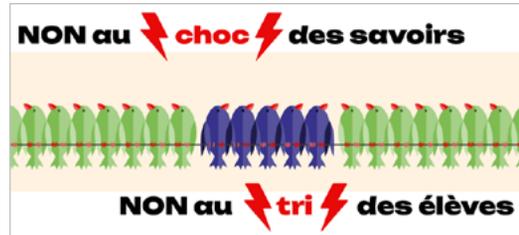


Pour un choc des moyens !

Avec du retard sur l'échéancier annoncé aux personnels de direction qui sont en première ligne de l'organisation de la

réforme, les premiers textes du « Choc des savoirs » ont été publiés au *Journal officiel* du 17 mars 2024 et au *Bulletin officiel* spécial du 18 mars 2024. Ils concernent l'accompagnement pédagogique des élèves et le redoublement, l'organisation des enseignements au collège, dont les fameux groupes de niveau, et la mise en place pour l'année 2024-2025 d'une classe préparatoire à la classe de seconde. Et comme prévu, rien ne va ! Le Premier ministre et la ministre de l'Éducation nationale s'entêtent et imposent, dans la précipitation, des mesures aux effets pédagogiques délétères. Pour tenter de calmer les résistances sur les groupes de niveau, la possibilité de rassembler les élèves en classe entière a été introduite, mais à titre dérogatoire, et sans dépasser les 10 semaines dans l'année. Une nuance impossible à mettre en œuvre dans les emplois du temps.

Il est également à craindre que la très mal nommée classe « prépa seconde » ne devienne une classe de relégation n'ayant pas vocation à permettre la poursuite d'études. Les élèves les plus en

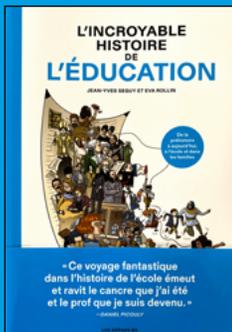


difficulté effectueront une année de scolarité supplémentaire, ce qui ne les aidera pas à progresser. Ces dispositions sont vexatoires et ne donneront pas envie de mieux réussir. Enfin, concernant le redoublement, qui a refait surface, la recherche a montré depuis longtemps son inefficacité sur le parcours des élèves. C'est pourquoi la FCPE a soutenu la mobilisation du 2 avril. Et qu'elle a porté, aux côtés des organisations inter-syndicales, un nouveau vœu contre cette réforme en Conseil supérieur de l'Éducation. La FCPE réclame un choc des moyens permettant à l'école publique et laïque de faire réussir tous les élèves. Elle appelle à une manifestation nationale permettant de rassembler largement toutes celles et ceux qui sont attachés à l'école publique.



EN SAVOIR PLUS :

[Internet Lire la déclaration](#) du 3 avril de la FCPE en CSE.



« Ce voyage fantastique dans l'histoire de l'école émeut et ravit le cancre que j'ai été et le prof que je suis devenu. »

BD

DES CLÉS POUR COMPRENDRE

« Ce voyage fantastique dans l'histoire de l'école, émeut et ravit le cancre que j'ai été et le prof que je suis devenu ». Suivez les conseils de Daniel Picouly et lisez cette BD de Jean-Yves Séguy, maître de conférences émérite, illustrée par Eva Rollin, pour comprendre la manière dont on a été éduqué tout au long des siècles.

L'incroyable histoire de l'éducation, Les Arènes BD, 26 €.

DIFFICULTÉS SCOLAIRES

Les Rased : un dispositif à sauver !

Dans une lettre ouverte au président de la République, les membres du collectif **Rased**, dont fait partie la **FCPE**, font part de leur inquiétude face à la détresse des enfants en grande difficulté à l'école constatée au quotidien. Ils tiennent à alerter le chef de l'État sur la difficulté des équipes de terrain, qui composent le réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, à exercer leurs missions. Notamment sur leur travail de prévention, très souvent empêché en raison des urgences de plus en plus nombreuses au sein des écoles. Le collectif déplore les effectifs réduits, les antennes incomplètes, le peu de départs en formation, son contenu et la quasi-absence de formation continue. La FCPE organise le 24 avril un [webinaire](#) ouvert à tous, sur la nécessité de maintenir ces aides.



1880

LES TRIPLES LIBERTÉS

(produire, choisir, utiliser) sont en vigueur depuis 1880, et n'ont subi qu'une seule période d'interruption durant l'Occupation et le régime de Vichy.

PÉDAGOGIE

Une labellisation des manuels scolaires qui ne passe pas !

Parmi les nouvelles mesures qui fâchent à l'Éducation nationale, une d'entre elles est relativement passée sous silence par les médias. Elle contrarie pourtant fortement les syndicats enseignants, et pour cause ! Le ministère prévoit pour la rentrée 2024 une labellisation « Éducation nationale » des manuels scolaires de français (notamment ceux portant sur l'apprentissage de la lecture), ainsi que des manuels de mathématiques pour le CP, CE1 et CE2. Examinés en Conseil supérieur de l'éducation, les projets de décret et d'arrêté ont suscité une vive opposition des organisations, représentant une véritable atteinte à la liberté pédagogique. La labellisation devrait se contenter d'être celle de la conformité aux programmes.

20²³₂₄

ASSURANCE SCOLAIRE

DE LA MATERNELLE AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES

**Vos élèves
méritent
le spécialiste
de l'assurance
scolaire.**

PROTÉGER CHAQUE ENFANT, NOTRE RAISON D'ÊTRE.

La MAE, c'est bien plus qu'une assurance scolaire.
Créée en 1932 par des enseignants, la MAE met toute
son expertise au service des enfants, des parents
et des équipes pédagogiques.

LA DOUBLE PROTECTION POUR ÊTRE BIEN ASSURÉ.

Lors des activités scolaires obligatoires et facultatives,
l'assurance scolaire MAE protège vos élèves
qu'ils soient responsables ou victimes d'un accident
(responsabilité civile + individuelle corporelle).
En cas d'accident, c'est également une garantie pour vous
dont la responsabilité peut parfois être engagée,
si vos élèves ne sont pas correctement assurés.

**L'ASSURANCE SCOLAIRE MAE
EST UN GAGE DE TRANQUILLITÉ.**

Attestation en ligne

mae.fr

Recommandée par la



Pour toute information,
contactez la MAE au 02 32 83 60 00.

AP PI ENS 06/23 – Mutuelle MAE, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité (SIREN N°510 778 442) • MAE Assurance, société d'assurance mutuelle à cotisations variables, entreprise régie par le Code des assurances (SIREN N°781 109 145) 62 rue Louis Bouilhet – CS 91833 – 76044 ROUEN CEDEX
Crédit photo : GettyImages



MON PREMIER ASSUREUR

Nos coups de cœur

Expos sympas, films à voir, bouquins à lire, sites à visiter...
des idées **pour toute la famille** !

© Chris Walter Agence DALLE aprf



MUSIQUE

METAL – DIABOLUS IN MUSICA

Pèlerinage pour les uns, rite initiatique pour les autres, l'exposition consacrée au metal à la Philharmonie de Paris s'adresse aux initiés comme aux néophytes. La scénographie offre aux fans un sanctuaire dédié aux reliques des grands musiciens. Et parce que le metal se vit d'abord en concert, la musique est présente en live tout au long du parcours.

Internet philharmoniedeparis.fr

FESTIVAL

Game

Arts graphiques, robotique, programmation, codage, jeux vidéo, concours de Cosplay ou encore e-sport : les adeptes du gaming ont rendez-vous les 24 et 25 mai prochains à Paris Expo – porte de Versailles. L'entrée est gratuite, mais un billet doit être téléchargé en ligne.

Internet digital-games.hauts-de-seine.fr



ÉVÈNEMENT

NUIT EUROPÉENNE DES MUSÉES

La Nuit européenne des musées fête sa 20^e édition.

Le public, de tous âges et de tous horizons, pourra, samedi 18 mai, visiter gratuitement, en soirée et dans une ambiance festive, plus de 3000 musées en France et en Europe. Grâce à l'opération « La classe, l'œuvre ! », des élèves de primaire, collège et lycée deviendront médiateurs culturels le temps d'une nuit.



nuitdesmusees.culture.gouv.fr

MUSÉES

Culture virtuelle

Parcours et visites virtuelles, cours en ligne, œuvres numérisées en 3D, catalogues et dossiers pédagogiques, jeux et quiz... La nouvelle plateforme Paris Musées Explore réunit l'intégralité des contenus numériques produits pour les quatorze sites et musées de la Ville de Paris.

Internet parismuseesexplore.paris.fr



EXPO

FAIM OU FESTIN

À quoi ressemblent les tables de banquets ? Comment sont représentées la faim ou l'abondance dans la culture populaire ? L'exposition proposée, à partir du 25 avril, au Domaine des Saveurs – Les Planons à Saint-Cyr-sur-Menthon est dédiée aux 6-12 ans. À côté des espaces didactiques, les enfants pourront découvrir une vingtaine de reproductions d'œuvres majeures, comme le célèbre tableau de Véronèse, *les Noces de Cana*.

Internet patrimoines.ain.fr

Riddle of fire

CINÉMA

Voici une « comédie d'aventure néo-féerique racontée du point de vue de quatre enfants bandits », selon les propres mots utilisés par le réalisateur, Weston Razzoli, pour décrire son premier long-métrage *Riddle of fire*. Moto-cross, cagoules, fusils de paintball, BO aux accents médiévaux, le film tourné en 16 mm dans l'Ouest américain a aussi des allures de western. Bref, une

atmosphère qui emportera l'adhésion du public, les petits comme les grands. Les adultes pourront notamment observer la façon dont les enfants parviennent à vivre dans des familles déstructurées en se créant leurs propres mondes et en nouant des amitiés fabuleuses.

À l'affiche le 10 avril 2024.





Poéstrip

À la rentrée 2023, Nathan Bande Dessinée a lancé une nouvelle collection intitulée « Poéstrip ». Objectif affiché : « décloisonner les genres : poésie et roman graphique s'associent pour offrir des adaptations inédites et contemporaines. » Après *Grande échappée en septembre*, un deuxième titre sur les premiers émois est à découvrir : *Un message de trop*.

Éd. Nathan, 23,95 €.



EXPOSITION

DESSINE-MOI TA PLANÈTE

Jusqu'au 3 novembre, la Citadelle de Besançon devient l'écrin d'exception pour l'exposition « Dessine-moi ta planète ». Les visiteurs sont attendus pour une déambulation poétique et humaniste qui questionne les enjeux écologiques qui traversent notre société. Un voyage pédagogique et inspirant proposé par le Muséum d'histoire naturelle de Besançon, et conçu avec la Maison Deyrolle. Surprise de la visite : la carlingue d'avion prête à décoller, reconstitution librement inspirée des légendes de l'aéropostale.

+ citadelle.com



#JO2024

Paris et plusieurs villes en France accueilleront les Jeux olympiques du 26 juillet au 11 août 2024. Voici trois idées pour plonger dans cet univers hors des sentiers battus.

PODCAST

L'ÉTONNANTE HISTOIRE DES JEUX

Avant d'être illustratrice, Orith Kolodny a été une athlète de haut niveau. Championne israélienne de course de vitesse, elle a détenu le record national du 400 m pendant treize ans, de 1987 à 2000. Son livre, *Olympix*, qui contient plus de 150 anecdotes sur les JO, devient cet été une chronique d'antenne sur France Inter incarnée par Laetitia Bernard.

radiofrance.fr

COSTUMES

PLANÈTE(S) DECOUFLÉ

Revivez l'extraordinaire cérémonie des Jeux olympiques d'Albertville 1992 vue par plus de deux milliards de spectateurs, en allant visiter l'exposition Planète(s) Decouflé au Centre national du costume et de la scène de Moulins, installée à partir du 25 mai. Une plongée au cœur de quatre décennies de création du chorégraphe Philippe Decouflé, entre burlesque et fantastique.

cncs.fr

LIVRE

IL ÉTAIT UNE FOIS LE SPORT

Sait-on si les Néandertaliens, hommes et femmes, faisaient du sport ? Oui ! Il a récemment été découvert qu'ils fabriquaient des patins à glace avec des bouts d'os ! De la lutte mésopotamienne aux compétitions des archers des pharaons, de la naissance de l'olympisme en Grèce aux courses de chars romaines, les archéologues font sans cesse de nouvelles découvertes. Un panorama historique passionnant de la pratique sportive.

Dès 9 ans. De Valérie Delattre et Ruben Gérard.
Éd. Actes sud jeunesse/Inrap. 17 €.



Crédit : Spectacle Tricodex, Opéra de Lyon, 2003
© Laurent Philippe





Peu de filles dans les filières scientifiques et techniques, peu de femmes dans les métiers scientifiques, en particulier en mathématiques, c'est de ce constat et de la volonté d'y remédier qu'est née, en 1987, l'association *femmes et mathématiques*.

Elle a pour objectif principal de faire avancer l'égalité en mathématiques.

Elle mène en particulier des actions en direction des élèves de collège et de lycée pour les accompagner dans leurs choix d'orientation et pour encourager les filles à poursuivre des études à forte composante mathématique :

- **Interventions dans les classes**
- **Journées*** « Filles, maths et informatique : une équation lumineuse »
- **Rendez-vous*** des jeunes mathématiciennes et informaticiennes
- **Speed-meetings** en ligne le 1^{er} mercredi du mois d'octobre à mai
- **Marrainage**

* Journées et Rendez-vous sont organisés avec l'association Animath et en partenariat avec la Fondation Blaise Pascal.



Elle élabore des outils variés :

- ✓ **Brochure pour les parents des filles ayant participé à une journée** « filles, maths et informatique : une équation lumineuse »
- ✓ **Brochure pour le grand public** « L'égalité en mathématiques et en informatique : une perspective lumineuse »



- ✓ **Exposition** intitulée « mathématiques, informatique... avec elles ! »
- ✓ **Diaporama et capsules vidéo** qui accompagnent l'exposition.

L'association bénéficie d'un agrément national du Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse. Elle produit des statistiques sur la place des femmes dans la communauté mathématique. Elle est également un lieu de rencontre et de promotion de la contribution des femmes à la recherche et à l'enseignement des mathématiques.

Elle est notamment présente au sein du collectif Maths&Sciences.

Pour en savoir plus : www.femmes-et-maths.fr ou écrire à jfetmi@femmesetmaths.fr



3 BONNES RAISONS

DE LIRE CE DOSSIER !

1. Des biais inconscients à connaître
2. Des initiatives à généraliser
3. Des modèles à valoriser

Orientalion

La difficile libération des filles !

Malgré le principe d'égalité filles-garçons inscrit dans le code de l'éducation, être une fille ou un garçon détermine encore largement les choix d'orientation. En témoigne **un accès très inégalitaire aux filières scientifiques,** au détriment des filles. Pourquoi ça bloque ? Enquête.

Texte :
ÉMILIE GILMER



Une lente évolution des mentalités

Les matières littéraires plébiscitées par les filles et les sciences attirant davantage les garçons... Ce phénomène connu et documenté, qui s'était pourtant résorbé ces dernières années, a connu un rebond brutal avec la réforme du lycée de Blanquer en 2019. En cause : une désaffection massive des élèves pour les matières scientifiques, particulièrement marquée chez les filles. C'est ce que déplore Mélanie Guenais, vice-présidente de la Société mathématique de France, dans un article publié le 7 mars dans le média collaboratif *The Conversation*. Selon les données issues de la Depp¹, la part de filles obtenant un bac général scientifique² est passée de 44 % en 2018 (contre 63 % pour les garçons) à 17 % en 2022 (contre 41 % pour les garçons). En conséquence, un garçon a désormais 2,3 fois plus de chances qu'une fille de décrocher un bac « scientifique » contre 1,44 en 2020. Et donc de se diriger vers les filières scientifiques post-bac qui mènent aux professions les plus valorisées...

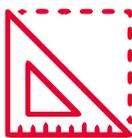
L'éducation genrée pèse sur la construction identitaire

Un retour en arrière désolant, mais dont les causes sont connues : plus les choix d'orientation se font tôt, plus les jeunes ont tendance à s'enfermer dans des stéréotypes de genre... Le genre ? « Un système de normes de masculinité et de féminité qui établit des rôles pour chaque sexe, rappelle Françoise Vouillot, enseignante-chercheuse en psychologie à l'Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (Inetop). Autrement dit, ce système de normes fait passer pour naturel ce qui est, en réalité, le fruit d'un apprentissage et d'une éducation ». Considérer, par exemple, qu'une fille est empathique par nature, alors qu'on lui a proposé, dès le plus jeune âge, des jeux tournés vers le soin d'autrui, qui ont développé cette dimension de sa personnalité... « Le problème c'est que cette éducation genrée contribue à bâtir des intérêts (des goûts, des appétences) qui ont un effet direct sur la manière dont on se projette dans l'avenir, poursuit l'experte. Ainsi, à l'adolescence, les choix d'orienta-



« À l'adolescence, les choix d'orientation ont tendance à « valider » le fait qu'on est un « vrai » garçon ou une « vraie » fille parce que l'on se dirige vers telle ou telle filière dite masculine ou féminine. »

— FRANÇOISE VOUILLOT, ENSEIGNANTE-CHERCHEUSE



EN 2021,

75 % des garçons ont choisi la spécialité maths en classe de première, contre 55 % des filles. Cela signifie que 45 % des filles ont renoncé à tout enseignement des maths dès la classe de première (Source : Depp 2021).

tion ont tendance à « valider » le fait qu'on est un « vrai » garçon ou une « vraie » fille parce que l'on se dirige vers telle ou telle filière dite masculine ou féminine. »

Des stéréotypes solidement ancrés

Le groupe de travail « égalité filles-garçons » du Conseil scientifique de l'Éducation nationale a conduit une enquête sur le processus de choix des enseignements de spécialité (EDS) des lycéennes et des lycéens. « À l'aide d'un questionnaire numérique, on a demandé à près de 6000 élèves, de la seconde à la terminale d'estimer les probabilités de succès des « filles en général » et des « garçons en général » dans les EDS littéraires et scientifiques, explique Pascal Hugué, directeur de recherche au CNRS et coordonnateur de ce groupe de travail. Ce qui apparaît c'est que filles et garçons sont globalement d'accord pour dire que les filles ont plus de chance de réussir dans les EDS littéraires et les garçons, dans les EDS scientifiques. Y compris quand on demande à chaque élève d'estimer ses propres chances de réussite... Or, on sait que ces estima-

tions très stéréotypées sont d'excellents prédicteurs des choix d'orientation car on préfère s'orienter vers des sphères d'activité dans lesquelles on pense que l'on va réussir. » Une stéréotypie qui contribue, de fait, à une sous-représentation des filles dans certains secteurs d'activité, comme les sciences ou l'ingénierie...

“On ne choisit pas qu'une carrière...”

« Même si, ne nous y trompons pas, prévient la sociologue de l'éducation Marie Duru-Bellat³, le phénomène d'auto-sélection n'est pas le facteur essentiel de cette sous-représentation (lire l'interview page 18). Les jeunes s'orientent en observant la société qui les entoure. Or, que voient-ils ? Un monde du travail genré, un partage des tâches domestiques très inégalitaire, un sexisme toujours très prégnant dans les univers professionnels dominés par les hommes. Au vu de cette réalité, les filles font des choix de compromis pour que leur vie soit vivable, quitte à perdre effectivement en salaire et en statut social... Car lorsqu'on choisit une orientation professionnelle, on ne choisit pas seulement une carrière, on choisit aussi le mode de vie qui va avec. » Des choix de compromis qui arrangent, par ailleurs, une partie de la société. « Il y a beaucoup de gens qui ont un intérêt objectif à ce que les choses restent en l'état, appuie Marie Duru-Bellat. Le monde économique, en premier lieu, car il est pratique qu'un actif sur deux soit moins bien payé. »

Faire collaborer filles et garçons

D'autres forces de résistance sont d'ailleurs à l'œuvre, idéologiques celles-là. « La question de l'égalité filles-garçons est un sujet sulfureux, reconnaît Pascal Huguet. Car il y a une confusion aujourd'hui au sein de la population entre la lutte contre les stéréotypes de genre et l'idée que l'on souhaiterait gommer les différences biologiques entre femmes et hommes. Une confusion par ailleurs savamment entretenue par certaines forces politiques conservatrices qui ne souhaitent en aucun cas que la situation évolue... » Malgré tout, sur le terrain, de nombreux établissements scolaires prennent la question à bras le corps en utilisant des outils qui ont fait leur preuve pour déconstruire les idées reçues. En favorisant, par exemple, le travail collaboratif au sein de la classe.

« Les jeunes s'orientent en observant la société qui les entoure. Or, que voient-ils ? Un monde du travail genré, un partage des tâches domestiques très inégalitaire, un sexisme toujours très prégnant. »

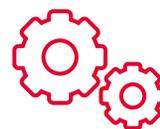
MARIE DURU-BELLAT, SOCIOLOGUE

« Les études démontrent que ce type de travail est un facteur de dilution de la stéréotypie, note Pascal Huguet. Car il permet de se rendre compte des compétences des uns et des autres, contredisant bien souvent les images toutes faites... »

Une volonté politique encore insuffisante

Pour autant, transformer durablement les mentalités suppose forcément un travail de grande ampleur. « Il y a une prise de conscience du politique autour de cette question – des référents à l'égalité filles-garçons ont par exemple été nommés dans chaque établissement du secondaire – mais les moyens déployés ne sont pas encore à la hauteur des enjeux, relève Pascal Huguet. Certains ont encore du mal à percevoir cette question comme une priorité. » Pourtant, ouvrir l'horizon professionnel aux filles comme aux garçons est bel et bien une nécessité. Les acteurs économiques des secteurs scientifiques et technologiques ne cessent d'ailleurs de le répéter car la difficulté à recruter s'accroît. « Le domaine du numérique est un bon exemple, note l'expert. Les filles choisissent de moins en moins cette voie alors que la transition vers le numérique (l'intelligence artificielle, la cybersécurité, etc.) ne pourra pas se faire sans elles. Si on ne prend pas l'affaire au sérieux, on le paiera tôt ou tard ! »

- (1) Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance.
- (2) Incluant au moins deux spécialités scientifiques en terminale ; par exemple maths/physique-chimie, maths/sciences de l'ingénieur ou maths/SVT.
- (3) Auteure de *L'école des filles*, éd. L'Harmattan et *La tyrannie du genre*, éd. Presses de Sciences Po.



EN 2021, seulement 14 % des élèves suivant la spécialité « Numérique et sciences informatiques » sont des filles, comme 13 % des élèves suivant la spécialité « Sciences de l'ingénieur », alors que ces dernières représentent 56 % des élèves de terminale générale (Source : Depp 2021).

L'AVIS DE LA FCPE

Plusieurs mécanismes sont à l'œuvre et enferment les jeunes filles dans des filières genrées : l'autocensure et les biais inconscients de leur entourage scolaire et familial (enseignants, parents). La FCPE attend une politique active en la matière, car on ne peut plus attendre passivement une évolution. Concrètement, plusieurs actions peuvent être mises en place : maintenir l'enseignement des sciences en demi-groupes dans le secondaire pour que tous les élèves puissent participer ;

privilégier un accompagnement personnalisé avec les conseillers d'orientation-psychologues ou des associations qui peuvent intervenir, comme par exemple l'association femmes et mathématiques. La FCPE demande également que les sciences ne soient pas supprimées trop tôt dans les parcours scolaires, car, souvent, la réflexion d'orientation des élèves n'est pas encore mature, et il est ensuite difficile de revenir en arrière.



© Capucine Henry - Elles bougent



Paris (75)

Sur le terrain...

“Elles bougent” pour susciter des vo

Née en 2006, l'association vise à attirer plus de jeunes filles vers les métiers des secteurs industriels et technologiques, afin de renforcer la mixité au sein des entreprises. Son mode d'action est celui des rôles modèles ; des femmes en poste qui présentent leur métier.

Un forum dans un collège, une intervention dans une école... En ce mois de mars, l'agenda de l'association « Elles bougent » est booké. Du primaire à l'enseignement supérieur, les « marraines » – ces femmes ingénieures ou techniciennes qui témoignent de leur parcours et du quotidien de leur métier – ne ménagent pas leurs efforts pour faire tomber les idées reçues et susciter des vocations. « Nous sommes la seule association à intervenir dès le CE1 », nous précise Valérie Brusseau, présidente de l'association. Intervenir, cela signifie passer une demi-journée au sein d'une classe, articulée

autour de deux temps forts. D'abord un jeu de cartes ludique « Quel métier exerces-tu ? » qui vise à interroger la dimension genrée d'un certain nombre de métiers tout en révélant ce qui se cache derrière le mot un peu mystérieux d'ingénieure. Puis une expérience scientifique qui a pour but de démystifier les sciences et de donner l'envie aux élèves de s'y intéresser. Une autre demi-journée est généralement consacrée à une visite d'entreprise ou une école d'ingénieurs, suivie d'une restitution des élèves auprès des autres classes de l'école.

« Pourquoi on dit chevalier, et pas chevalière ? »

Chez les CM1 de l'école Rouelle dans le 15^e arrondissement de Paris, l'expérience

L'association Elles bougent organise le challenge InnovaTech, qui se tient dans 23 régions de France. Il s'agit d'une journée de « Vis ma vie » proposée aux étudiantes pour se mettre dans la peau d'une ingénieure.



© Capucine Henry - Elles bougent

« Il y a encore beaucoup de professeurs qui associent les maths aux garçons et qui pensent que les garçons sont plus enclins à réussir dans les matières scientifiques. Cette tendance existe aussi au sein des familles. Cela a pour conséquence que les garçons se posent beaucoup moins de questions que les filles, même si les notes ne sont pas au rendez-vous... L'un de nos objectifs est donc d'apporter des repères aux filles pour se tourner vers ces filières, tout en leur disant : pas besoin d'avoir 19 en maths, si vous avez le goût de la science et que vous avez un tempérament curieux, vous pouvez choisir cette voie. »

— VALÉRIE BRUSSEAU, PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION ELLES BOUGENT

ciations scientifiques et techniques

vécue en février dernier a été concluante. « Nous avons accueilli trois mairaines, l'une issue du secteur de l'aviation et les deux autres du domaine de l'ingénierie, explique Camille Rambaud, enseignante. J'observe que depuis leur venue, les filles de la classe ont pris le réflexe de féminiser les métiers dont on parle et de revendiquer davantage sur les questions d'égalité des sexes ! » Ainsi, lorsque la classe s'est rendue quelques jours plus tard au musée des Invalides, certaines élèves ont interpellé l'enseignante : « Pourquoi dit-on chevalier et pas chevalière ? » Tel est bien l'un des objectifs d'une sensibilisation : susciter une réflexion sur la mixité, l'égalité et la parité, pour *in fine* ouvrir le champ des possibles dans le monde professionnel. Ainsi, le simple réflexe de féminiser le nom des

métiers traduit déjà une évolution des représentations. Avec peut-être, à la clé, une facilité plus grande pour s'y projeter. « Je pense néanmoins que ce travail doit se poursuivre au collège, note l'enseignante. Car c'est à l'adolescence que les stéréotypes de genre sont les plus prégnants. »

Se mettre dans la peau d'une ingénieure

L'association compte aujourd'hui 12 220 mairaines issues de 334 entreprises partenaires, qui agissent sur tout le territoire. Dans les écoles, mais aussi dans les établissements du second degré et dans l'enseignement supérieur. « L'année dernière, nous avons mené 500 actions et touché environ 40 000 jeunes femmes », indique Valérie Brusseau. Les actions sont variées :

une journée orientée vers l'industrie de demain (« Pour parler aux jeunes filles de l'intelligence artificielle et de tous les métiers de la décarbonation et de la transition énergétique »), une visite au salon de l'automobile ou de l'aéronautique, des webinaires (l'un des derniers s'interrogeait sur « les moyens de réagir face au sexisme »). « Nous proposons aussi le challenge InnovaTech, qui se tient dans 23 régions de France, note la présidente. Il s'agit d'une journée de « Vis ma vie » proposée aux étudiantes pour se mettre dans la peau d'une ingénieure. » L'objectif est toujours le même : présenter les métiers des secteurs industriels, décrypter les filières qui y mènent, et aider les jeunes filles à y accéder.

“Les filles ne s'autocensurent pas, elles subissent une exclusion”

Comment les clichés sur les filles et les sciences se construisent-ils et pourquoi ont-ils la peau dure ? Interview de **Clémence Perronnet**,⁽¹⁾ chercheuse en sociologie rattachée au Centre Max Weber.

@ Delphine Blast



Quels sont les clichés les plus répandus sur les filles et les sciences ?

Le premier et le plus ancien est que les capacités cognitives des filles sont moindres que celles des garçons. Cette idée est devenue de moins en moins acceptable car elle est considérée comme très sexiste mais elle demeure malgré tout dans l'esprit d'un certain nombre de personnes. En témoigne le nombre d'études en neurosciences conduites encore aujourd'hui pour tenter de prouver que le cerveau des filles est différent de celui des garçons, alors que cette hypothèse a été infirmée par des centaines d'études depuis des décennies. Le deuxième cliché est celui du manque de goût et d'appétence : les filles seraient moins attirées par les disciplines scientifiques que les garçons. Le dernier cliché consiste à affirmer que l'absence des filles des filières scientifiques est de leur fait. Ce serait le résultat d'un manque de confiance, d'un manque d'ambition et d'une autocensure.

Quelles sont les causes réelles, selon vous, de la sous-représentation des filles dans les filières scientifiques ?

La véritable explication est un phénomène d'exclusion ; les filles sont objectivement exclues des matières scientifiques. Cela passe par plusieurs facteurs, parmi lesquels un sexisme persistant et une vision des filles comme étant moins intelligentes que les garçons, moins capables de réflexion de haut niveau. Un autre facteur majeur est celui de la violence sexiste, parfois même sexuelle, que rencontrent les filles qui s'orientent tout de même vers les filières scientifiques. Cela passe par un traitement différencié et par des remarques qu'elles reçoivent au fil de leur parcours et qui s'aggravent plus elles avancent dans leurs études. Dans certaines grandes écoles scientifiques, une étudiante sur quatre dit avoir subi une agression sexuelle. Par ailleurs, une chercheuse sur deux déclare avoir été victime de harcèlement sexuel. Toutes ces agressions ont un objectif implicite, celui de dire aux filles : « Tu n'as pas à être là, ce n'est pas ta place ! ».

Quels sont les outils les plus efficaces pour lutter contre cette exclusion ?

Faire connaître le problème le plus largement possible, en diffusant toutes les données que l'on possède pour décrire cette réalité. Car la méconnaissance de ce phénomène d'exclusion a une conséquence : on ne le combat pas efficacement. Il faut par exemple sensibiliser les filles sur le fait qu'il s'agit d'un problème collectif et systémique, qui n'a rien à voir avec une timidité ou un manque d'ambition ! Par ailleurs, ce qui manque aujourd'hui, c'est une sanction réelle à l'encontre de toutes les violences sexistes et sexuelles que subissent les filles du milieu scolaire au milieu professionnel. Il y a là tout un travail à faire pour enrayer ces violences et faire en sorte qu'elles ne soient plus tolérées.

(1) Auteure de *La bosse des maths n'existe pas. Rétablir l'égalité des chances dans les matières scientifiques*, éd. Autrement et coauteure de *Matheuses, les filles avenir des maths*, CNRS Éditions.



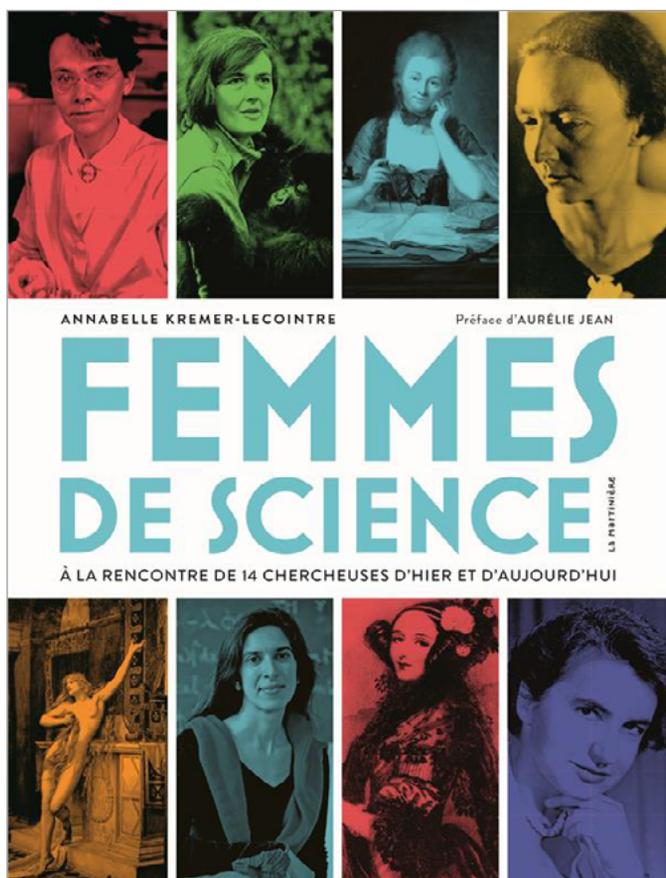
EXISTE-T-IL DES MOYENS DE MESURER LE POIDS DES STÉRÉOTYPES GENRÉS CHEZ LES ÉLÈVES ?

Un indicateur a été créé en 2021 à la suite de l'étude pilotée par le groupe de travail « égalité filles-garçons » du Csen. « Baptisé l'ISS-genre*, cet outil a permis d'identifier une stéréotypie largement répandue (60 à 70% des élèves des deux sexes selon l'échantillon considéré), précise Pascal Huguet, coordonnateur du groupe. Il était crucial qu'un tel indicateur existe enfin, car on ne peut pas lutter contre un fléau qu'on ne mesure pas ! Notre préconisation est qu'il soit maintenant publié chaque année, en collaboration avec la Depp, afin de suivre l'évolution du phénomène et de sonder l'efficacité des actions mises en place sur le terrain pour lutter contre la stéréotypie de genre. Les chefs d'établissement peuvent d'ailleurs s'en saisir afin d'observer eux-mêmes les effets des politiques qu'ils déploient dans leur établissement. »

* Indice Synthétique de Stéréotypie de genre.

COMMENT LUTTER CONTRE LES STÉRÉOTYPES AU SEIN DE LA FAMILLE ?

Les filles sont douces et studieuses, quand les garçons sont forts et intrépides... Vraiment ? « Il n'est jamais trop tard pour interroger les rôles que l'on attribue implicitement aux filles et aux garçons et la manière dont on s'adresse à eux, estime Françoise Vouillot. Essayons par exemple de solliciter de la même manière les filles et les garçons pour la participation aux tâches domestiques. Continuons, par ailleurs, à offrir des poupées aux filles car cela développe la fonction symbolique (essentielle pour le langage, la représentation mentale, etc.) mais offrons-en aussi aux garçons ! »



Trois leviers (efficaces) pour rétablir l'égalité

1. Donner des modèles et des représentations

« L'absence de femmes scientifiques dans les représentations sociales et culturelles, dans les médias notamment, est un des facteurs d'exclusion des filles des disciplines scientifiques, précise Clémence Perronnet. Ce défaut de représentation résulte notamment du fait que les femmes ont été effacées de l'histoire des sciences. Il faut les réhabiliter ! »

2. Former et sensibiliser les enseignants

Des études en sciences de l'éducation démontrent une différence dans la manière dont les enseignants interagissent avec les filles et les garçons. Dans les matières scientifiques par exemple, on a tendance à parler plus volontiers aux filles de leurs « efforts » (« bravo pour ton sérieux ! ») et plus volontiers aux garçons de leurs « performances » (« c'est bien, mais tu peux aller plus loin »). « Former d'avantage les personnels de l'éducation

nationale (enseignants, personnels du périscolaire) sur ces inégalités dans les interactions leur permettrait de travailler sur ce traitement différencié dès l'école maternelle », estime l'enseignante-chercheuse Françoise Vouillot.

3. Alerter les parents !

« Il est également nécessaire de communiquer auprès des parents d'élèves sur les conséquences d'une orientation différenciée entre filles et garçons, estime l'experte. Leur expliquer qu'en l'état actuel des choses, les filles s'orientent vers des filières qui assurent une moins bonne insertion professionnelle et les mènent vers des métiers moins rémunérés et moins considérés socialement. »

LA PRÉVENTION MAE À L'ÉCOLE

AGRÉÉE PAR LE MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS



Notre accompagnement

La MAE peut intervenir au sein de votre établissement pour mener des actions de prévention :
auprès des élèves de la maternelle au lycée,
des parents, avec des rencontres-débats,
et **de vos équipes pédagogiques** à l'aide de formations et d'outils réalisés par la MAE.

THÉMATIQUES

ACCIDENTS DE LA VIE COURANTE

ET GESTES DE PREMIERS SECOURS

Le club des enquêteurs

3-11 ans • Support interactif en téléchargement
• Jeu pédagogique en ligne



VIOLENCES ENTRE PAIRS

Jeux de l'Oie "Non au harcèlement"

9-11 ans et 12-15 ans • Mallettes de jeux

Nouveau • Version dématérialisée interactive

Maël le roi des bêtises

Dès 3 ans • Album

SÉCURITÉ SUR LE CHEMIN DE L'ÉCOLE

Maëva sur le chemin de l'école

Dès 3 ans • Album

SENSIBILISATION AUX ÉCRANS

Maël et Maëva, les écrans en toute tranquillité

Dès 3 ans • Album

ÉDUCATION À LA SANTÉ

Maël et Maëva, bien dormir pour bien grandir

Nouveau Dès 3 ans • Album

mae.fr

Pour toute information,
contactez la MAE au 02 32 83 60 00.

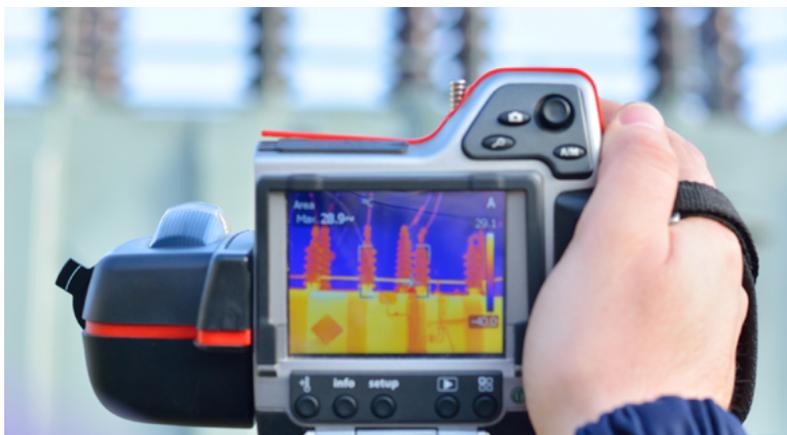
L'expertise MAE au service de la prévention.

AP PREV 06-23 - Fédération MAE SOLIDARITÉ, association à but non lucratif régie par la loi de 1901, sise 14 rue Moncey - 75009 Paris - Crédit photo : MAE



Toutes nos ressources
pédagogiques
et nos actions sur **mae.fr**





Les métiers verts attirent les jeunes en quête de sens

Quelles formations pour un monde plus solidaire, plus équitable et plus écologique ? On fait le point avec Florence Clément, coordinatrice à l'Agence de la transition écologique (ADEME).

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

C'est quoi un « métier vert » ?

Florence Clément : Souvent, on imagine que les métiers verts sont en lien direct avec la nature et ça crée une confusion. Or, ce qui caractérise les métiers verts, c'est leur impact sur la transition écologique. Par exemple, un designer qui fait de l'écoconception pour que ses produits soient facilement recyclables est un métier vert. Pourtant, il n'est pas en contact avec la nature. Ça peut être aussi un architecte formé et spécialisé dans la construction bioclimatique.

Quelle est la nuance avec les métiers dits « verdissants » ?

Il faut distinguer les métiers qui évoluent en intégrant les nouvelles connaissances et matériaux – comme un architecte qui conçoit des logements plus économes en énergie – et des métiers qui intègrent totalement la transition écologique dans leur activité, comme un installateur de panneaux solaires.

Quels sont les secteurs qui recrutent ?

Aujourd'hui, il y a un grand besoin de

professionnels dans la rénovation énergétique. Par exemple, les installateurs de pompe à chaleur sont très demandés. Le secteur de l'écoconception emploie également de nombreux métiers verts dans tous les domaines, y compris le numérique. Les métiers de la transition écologique recrutent du CAP à bac +5. Mais il n'y a pas encore assez de jeunes formés à ces métiers et les formations sont en retard par rapport à la rapidité d'évolution du climat, de la perte de biodiversité et de l'épuisement des ressources.

Comment les collégiens peuvent-ils se projeter dans ces métiers verts ?

Il est difficile de dire avec précision à un jeune en classe de 3^e par exemple, quels métiers recruteront dans dix ans. Ce qui est certain en revanche, c'est que de nombreux jeunes ont envie d'exercer plus tard des métiers qui ont du sens et qui permettent de participer à un monde plus solidaire, plus équitable et plus écologique. Nous savons aussi que certains métiers vont disparaître et d'autres se créer. Plus de 800 000 emplois sont attendus dans la transition écologique dans les années à venir.

+

3 QUESTIONS À SE POSER

1.

Quelles sont les valeurs qui me portent ?

Il faut dissocier le thème – la transition écologique – et les valeurs. Ce n'est pas la même chose d'exercer un métier vert en lien avec les autres, qu'un métier vert dans un labo de recherche.

2.

Ai-je envie de faire des études longues ou courtes ?

Les métiers verts ne nécessitent pas forcément des études longues. Il faut déconstruire cette idée. Avec un bac pro, on peut devenir un installateur de panneaux solaires et c'est un métier à très forte valeur sociétale et écologique

3.

Ai-je envie d'explorer les métiers verts ?

La plupart des métiers verts ne sont pas encore très connus et identifiés du grand public. Il faut se renseigner en amont pour les découvrir. C'est important de s'accorder du temps pour chercher de l'information.

Comment accompagner les jeunes ?

L'enseignement supérieur commence à intégrer des contenus sur le développement durable dans ses formations, mais le choix est tellement grand que les jeunes ont du mal à s'y retrouver. C'est pour apporter de l'information adaptée que l'ADEME a imaginé le site [MtaTerre](#). Il répertorie des sites qualitatifs qui permettent de se renseigner sur les formations initiales et les métiers de la transition écologique, en donnant notamment la parole à des jeunes professionnels pour les aider à se projeter.

En savoir plus

Internet

- À travers la web-série [T'es refait !](#), Noah embarque les jeunes au cœur des métiers de la rénovation énergétique.

En pratique

Tendances

Maquillage : pas à tout âge !



Influencées par les réseaux sociaux, de plus en plus de pré-ados se maquillent et appliquent des produits cosmétiques inadaptés à leur peau.

Texte : MARIANNE PEYRI

Elles sont âgées de 9 à 13 ans et aiment à partager sur les réseaux sociaux leur « skin routine », petites vidéos illustrant leurs rituels beauté et de soin de peau. Elles s'y appliquent masques, anticernes, crèmes aux peptides et même antirides et donnent des conseils de maquillage s'apparentant à ceux pratiqués par des adultes. Ces influenceuses en herbe, tout comme la vente désormais de gammes de cosmétiques dédiés aux « kids », renforcent la tentation chez les pré-ados de passer à l'action.

Alors qu'auparavant le fait de se maquiller était ponctuel, dédié à des anniversaires ou Halloween, il tend désormais à s'inscrire dans une pratique régulière, sinon quotidienne, dénoncée par les dermatologues. Si à l'âge de 6-8 ans, la peau est stabilisée, elle n'en est pas moins à ces âges toute « neuve ». L'application régulière de crèmes et de maquillage va provoquer des irritations qui vont fragiliser la peau et ce, de façon durable.

De même, l'alternance entre exfoliants et sérums abîme la barrière cutanée.

L'usage de rétinol, présent dans les antirides, n'est recommandé par exemple qu'à partir de 30 ans, à l'âge où la peau produit moins de collagène. Son application sur une peau toute jeune s'avère nocive. Il en va de même pour des produits très parfumés ou contenant des acides de fruits très irritants. Beaucoup de ces cosmétiques contiennent des allergènes et des produits potentiellement cancérigènes. On trouve ainsi dans les rouges à lèvres des huiles minérales et des hydrocarbures de synthèse interdits dans l'alimentation, mais autorisés pour les cosmétiques.

Des produits vendus en pharmacie

À ces âges, il s'agit surtout de nettoyer chaque jour la peau et si nécessaire d'appliquer une crème hydratante et de la lotion solaire en cas d'exposition au soleil. Vers 11-12 ans, à l'âge où commence l'acné, il faut surtout des produits adaptés vendus en pharmacie, et non sur Internet. Selon une enquête 2022 de la DGCCRF¹, sur une

TRAQUER LES PRODUITS NOCIFS

Certains cosmétiques sont plus particulièrement irritants.

On peut dès lors veiller à se tourner vers des produits détenant le moins de perturbateurs endocriniens (parabène, triclosan, benzophénone et octocrylène, cyclopentasiloxane et cyclométhicone, acide salicylique...). On peut traquer les produits avec allergènes dont 26 sont à déclaration obligatoire dès qu'un certain seuil est atteint comme le BMHCA, MIT, cinnamal, citronellol, geraniol, limonène... Les applications gratuites « Yuka » et « Quelcosmetic » sont une aide précieuse pour mieux connaître la composition des produits et les recommandations. Il faut savoir que la mention « bio » n'est pas une garantie, tout conservateur nécessitant des produits chimiques. On peut en revanche privilégier les produits dits naturels pour un usage ponctuel.

dizaine de marketplaces prisées, 16% des cosmétiques vendus se sont révélés non conformes et dangereux par la présence de substances interdites dans leur composition. Au-delà des questions de santé, il est enfin primordial, en tant que parents, d'expliquer la finalité de séduction et d'attirance du maquillage, le poids du marketing derrière cette mode, les stéréotypes véhiculés, et de rappeler l'importance de savourer son enfance.

— Avec l'aide d'**Isabelle Rousseaux**, dermatologue à Loos et vice-présidente du Syndicat national des dermatologues-vénérologues.

(1) Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.



Adolescents

Ils écrivent et sous toutes les formes !

59 % des 14-18 ans disent écrire « tous les jours ou presque ». Le chiffre bouscule quelques idées reçues et mérite d'être exploré.

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

« **S**ouvent quand mes profs me parlent d'écriture, ce sont vraiment des textes construits qui sont réfléchis, et moi, je ne fais pas souvent ça, donc je pars du principe que je n'écris pas », reconnaît Vahiné, 15 ans. Comme avec la lecture, il y a des présupposés avec l'écriture. L'une est souvent associée aux œuvres littéraires, quand l'autre évoque des textes élaborés. Vahiné, qui fait partie des 14-18 ans interrogés dans le cadre d'une enquête sur l'écriture¹, n'y échappe pas. D'où sa remarque alors que le rapport intègre tous les genres et les supports d'écriture : texto, post, notes... « Dans la mesure, où l'on élargit la définition de l'écriture, on a forcément des réponses quantitativement plus importantes, explique au préalable Christine Mongenot, chargée de mission scientifique auprès de Lecture Jeunesse et corédactrice de l'étude. Surtout, cela donne des perspectives nouvelles aux médiateurs pour ne pas exclure d'emblée les jeunes des activités autour de l'écriture. »

Concrètement, ils sont 59% des 14-18 ans interrogés qui disent écrire tous les jours², dont une partie qui multiplie les genres d'écriture, du texto jusqu'au journal intime, en passant par des notes, des textes développés. « Et ils utilisent l'écriture numérique et manuscrite, l'une ne supplantant pas l'autre », précise Christine Mongenot. Pour preuve, 81% des jeunes interrogés considèrent qu'écrire à la main est toujours utile malgré l'ordinateur. « L'écriture papier, c'est plus soigné, plus personnel, ça n'appartient qu'à toi, c'est ton écriture à toi », argumente Inès, 17 ans.

Les jeunes apprécient aussi la durabilité de l'écriture manuscrite. « Pour eux, c'est une trace plus sûre et moins fugitive », observe la chargée de mission qui souligne également que la principale fonction que les jeunes attribuent à l'écriture est mémorielle. « Lors des rencontres en présentiel, plusieurs nous ont présenté des journaux papiers. Intimes pour les filles et « de bord » pour les garçons », conclut Christine Mongenot.



AVIS D'EXPERT



ORIANE DESELLIGNY,
maître de conférences en sciences de l'information et de la communication

« À l'adolescence, le besoin de s'exprimer a toujours existé, l'écriture de soi étant justement un appui pour accueillir les émotions, la transformation, la métamorphose... Aujourd'hui avec le numérique, cette écriture prend des formes différentes avec des modalités d'expression variées qui ne s'excluent pas les unes des autres, mais qui sont complémentaires. Dans le geste d'écriture de soi, il y a également un invariant depuis toujours, c'est le besoin d'un autre que soi. Même dans le cadre d'un journal manuscrit que l'on dissimule, ce que l'on écrit est plus ou moins adressé à un autre (soi-même plus tard, un destinataire imaginaire, une personne décédée...) En fonction de ce qu'ils ont à dire et du média sur lequel ils vont l'écrire - les réseaux sociaux sont devenus aussi un espace d'expression et de construction de soi - les jeunes s'expriment de manière modulée, parfois de façon dissimulée voire cryptée. Écrire permet de mettre à distance ce qu'ils vivent, mais aussi de le relater avec une dimension narrative pour, plus tard, relire le chemin parcouru. »

(1) Le rapport d'étude, intitulé *Les adolescents et leurs pratiques de l'écriture au XX^e siècle : nouveaux pouvoirs de l'écriture ?* publié par *Lecture jeunesse* et l'INJEP en novembre 2023. Les citations des jeunes sont extraites de l'infographie issue du rapport d'étude.

(2) 8 % des 14-18 déclarent « ne jamais écrire ».



En savoir plus :

Concours

- Dévoilant une sensibilité à vif, les nouvelles du prix Clara ouvrent une fenêtre sur les rêves et les préoccupations des adolescents d'aujourd'hui.

En pratique



Décrochage scolaire : quand le risque se profile

Le décrochage scolaire, dont les causes sont multiples, peut toucher toutes les familles. Comment repérer les signes et agir en amont avec l'établissement scolaire ?

Texte : MARIANNE PEYRI

Il ou elle se plaint de ne pas y arriver, de trop de pression ou de son désintérêt pour les cours, refuse de se lever pour aller au lycée. Il ou elle veut tout abandonner, prêt(e) à quitter l'école même sans avoir obtenu aucun diplôme. Certains sont « raccrochés », d'autres passent à l'acte, près de 80 000 jeunes par an environ en France. Cette décision qui peut apparaître brutale est cependant le fruit d'une relation compliquée à l'école qui s'est nouée bien en amont. « Elle résulte d'une rupture progressive des liens avec l'école. Avec un professeur, puis avec plusieurs professeurs, parfois même d'une rupture des liens avec ses camarades. C'est un cheminement progressif qui peut démarrer dès la maternelle ou l'élémentaire si l'élève ne se sent pas en sécurité dans ses relations et ses apprentissages ou qu'il existe des inquiétudes et crispations autour de sa scolarité. En cela, les parents ont un rôle primordial à jouer pour que le lien de l'enfant avec l'école soit clair et harmonieux dès le plus jeune âge. Les élèves, en effet, s'accrochent à l'école s'ils considèrent qu'elle est un lieu qui va les aider à grandir », décrit Frédérique Weixler, inspectrice de l'Éduca-

tion nationale, co-auteure de l'ouvrage *Le décrochage scolaire, entre parcours singuliers et mobilisation collective, un défi pour l'école* (Berger-Levrault, 2017).

Au collège, cette rupture de liens peut prendre la forme connue de l'absentéisme, de retards répétés, d'oubli de matériel récurrent, de refus de faire ses devoirs, d'un effondrement brutal des notes, qui sont autant de signaux d'alarme. Elle peut se manifester aussi par des signes plus discrets mais qui peuvent tout autant être des indicateurs de décrochage : un élève présent en classe mais n'écoutant plus les cours, de l'apathie, de l'isolement...

Pas de culpabilité et dialoguer

« En tant que parents, il ne s'agit pas d'être excessivement inquiets ni de majorer les problèmes, mais d'être attentifs à ces signes, ne pas hésiter surtout à demander à parler à l'enseignant ou au professeur principal ou au CPE ; beaucoup n'osent pas », constate Frédérique Weixler. Pour prévenir le décrochage scolaire, la coéducation est, en effet, essentielle, basée sur un solide trépied école-élève-parents. Il est important que ces derniers ne



2019

LA LOI A RENDU OBLIGATOIRE la formation pour les jeunes de 16 à 18 ans ni scolarisés ni en emploi.

En pratique



ILS ONT DIT

culpabilisent pas ou se croient seuls responsables. Les causes d'une défiance vis-à-vis de l'école peuvent être par exemple des évaluations mal vécues – ce qui est assez fréquent –, des changements dans la relation avec ses camarades, des phrases parfois mal comprises venant d'un professeur. Il est dès lors crucial d'échanger, de lever les malentendus en amont. Si le jeune témoigne d'un profond mal-être, de problèmes liés à sa vie familiale ou sociale, les parents peuvent dans ce cas l'inciter à rencontrer un psychologue de l'Éducation nationale ou en cabinet. »

Un référent « décrochage scolaire » par établissement

Autre levier : chaque établissement du secondaire a un référent « décrochage scolaire ». Si généralement ce sont les professeurs qui le mobilisent, les parents peuvent aussi demander à le rencontrer. Cet interlocuteur se fera le médiateur auprès du groupe de prévention du décrochage scolaire (GPDS). Il réunit des professeurs principaux, CPE, psyEN, assistante sociale..., et il est chargé d'une politique de prévention du décrochage à l'échelle de l'établissement, comme de trouver des solutions au cas par cas.

L'une d'elles peut être la mise en place d'un parcours aménagé de formation initiale (PAFI). Destiné à des jeunes âgés de 15 ans minimum à risque de décrochage, il peut déboucher sur des aménagements sur mesure permettant au jeune de « respirer » : allègement de l'emploi du temps et réalisation de stages en entreprise ou d'activités dans des associations offrant une parenthèse hors de l'univers scolaire. Les classes-relais ou ateliers-relais sont aussi parfois proposés avec des séquences de remise à niveau, de français, de méthodologie, des bilans de compétences pour travailler sur les questions d'orientation, des activités manuelles ou artistiques pour travailler sur l'image de soi.

La voie pro, très touchée par le décrochage scolaire

Pour les 16-18 ans, scolarisés notamment dans la voie pro, où l'on compte un nombre important de « décrocheurs », le dispositif « Tous droits ouverts » prévoit également des parcours combinant cours et activités ouvertes vers l'extérieur. L'accord des familles est obligatoire et, à tout moment, le jeune peut reprendre une scolarité normale. « Cela a été lancé depuis 2014. Les débuts étaient un peu timides, mais cela tend à se développer », explique Frédérique Weixler, qui a été conseillère en charge de la lutte contre le décrochage scolaire au minis-

tère de l'Éducation nationale et a piloté l'évaluation de politique publique sur le décrochage scolaire. « Une mesure très positive est aussi le droit à l'erreur en seconde, avec la liberté de pouvoir changer de voie jusqu'en octobre. Cela peut éviter un décrochage et les parents ne doivent pas hésiter à mobiliser ce droit. »

Les écoles de la deuxième chance pour ceux ayant déjà décroché

Si le jeune a décroché depuis plusieurs mois, on peut se tourner vers les écoles dites de la deuxième chance : micro-collèges, micro-lycées, lycée de la nouvelle chance... Ces structures, à effectif réduit par classe et aux exigences plus souples qu'en milieu scolaire, se multiplient désormais dans les académies. Les centres d'information et d'orientation (CIO) ou les missions locales sont les mieux à même de conseiller sur ces établissements.

« La diversité de ces dispositifs est justifiée par la multiplicité même des causes du décrochage scolaire », explique Frédérique Weixler pour qui l'une des difficultés, pour les familles, reste sans doute d'accepter de se donner du temps pour trouver la bonne solution. « Si on se précipite sur une orientation ou un établissement, parfois pour se rassurer, on prend le risque que le jeune décroche à nouveau. Il est préférable d'accepter que le parcours de l'enfant ne soit pas linéaire, de tâtonner, pour que le jeune trouve un espace où il pourra raccrocher sereinement. »

FRÉDÉRIQUE WEIXLER,
inspectrice de l'Éducation nationale



7,6%

C'EST LE TAUX DES 18-24 ANS, ayant quitté l'école prématurément, sans diplôme, en France (Eurostat, 2022). Ce taux était de 11,8% en 2012.

En savoir plus :

Numéro

• Reviens te former : Un numéro d'aide gratuit – **0 800 12 25 00** – a été mis en place en 2016 pour les jeunes en situation de décrochage scolaire, des conseillers peuvent proposer des solutions alternatives de formation et d'accompagnement.

Décryptage

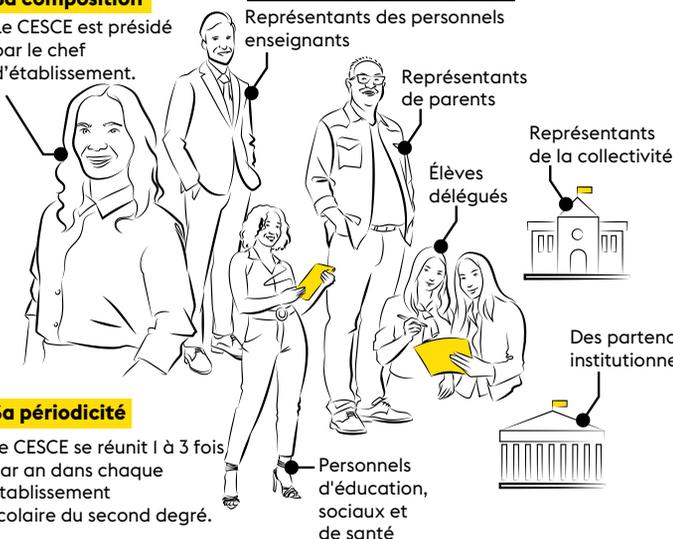
Le CESCE

**Le comité d'éducation à la santé, à la citoyenneté et à l'environnement :
une instance privilégiée pour conduire des actions d'éducation
et de prévention en direction des élèves.**

Illustration : DAVID LORY

Sa composition

Le CESCE est présidé par le chef d'établissement.



Voici ceux qui peuvent y siéger :

Représentants des personnels enseignants

Représentants de parents

Représentants de la collectivité

Élèves délégués

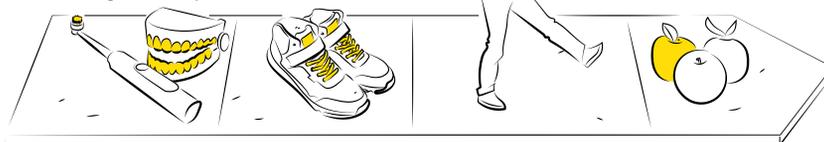
Des partenaires institutionnels

Sa périodicité

Le CESCE se réunit 1 à 3 fois par an dans chaque établissement scolaire du second degré.

À noter

Le CESCE est en lien direct avec le parcours citoyen et le parcours éducatif de santé des élèves qui permettent aux jeunes l'acquisition de connaissances et compétences tout au long de leurs parcours.



Ses missions

Contribuer à l'éducation à la citoyenneté.



Proposer des actions pour aider les parents en difficulté et lutter contre l'exclusion.



Définir un programme d'éducation à la santé et à la sexualité et de prévention des comportements à risques.

Préparer le plan de prévention de la violence.



Un chiffre

8,9% des besoins ou des idées exprimés par les parents au sein de cette instance ont été à l'origine de projets déployés par le CESCE.

(Source : Enquête ministère 2017-2018)

L'AVIS DE LA FCPE

Deux chiffres peuvent être mis en regard pour insister sur l'importance de ce comité d'éducation à la santé, à la citoyenneté et à l'environnement dans les établissements scolaires du secondaire. 1. Les enfants passent 40 % de leur temps d'éveil à l'école. 2. On estime, en France, que 1,6 million d'enfants et d'adolescents souffrent de troubles psychiques. Avec une très forte dégradation depuis la pandémie, qui se caractérise par **un doublement des troubles anxieux et dépressifs**, et un triplement des tentatives de suicide. Or, cette instance, qui peut permettre la mise en place de projets de promotion de la santé, n'est parfois jamais réunie dans certains collèges ou lycées.

La FCPE a regretté en 2022 lors de la réécriture des textes⁽¹⁾ qu'un nombre de réunions annuelles ou a minima une obligation d'instruction préalable par le CESCE des sujets relatifs à l'éducation à la santé, à la citoyenneté et à l'environnement ne soient pas introduits afin de **lui donner une vraie dimension**. Les parents élus FCPE sont invités à réclamer en conseil d'administration qu'elle soit convoquée. De nombreux sujets peuvent y être abordés : climat scolaire, harcèlement, éducation à la vie affective, lutte contre les inégalités sociales...

(1) Articles R 421-46 et R 421-47 du code de l'éducation.

Cet été, pensez aux colos pour enfants et ados !

100%
Fun
Découverte
Rencontres
Activités

Séjours sportifs
Stages artistiques
Multiactivité
Clubs jeunes

www.vacances-pour-tous.org



Regards croisés

30 minutes d'activité physique par jour à l'école : lubie ou révolution ?

Lancé à la rentrée 2020, le programme « 30 minutes d'activité physique quotidienne » (APQ) a été généralisé en 2022. Objectif : créer un héritage éducatif des Jeux 2024.

Propos recueillis par MICHÈLE FOIN



CORALIE BENECH
SNEP-FSU

Secrétaire générale du SNEP-FSU, le syndicat des professeurs d'EPS, Coralie Benech réclame, à rebours des projets gouvernementaux, une majoration du temps consacré à l'EPS.

“ Déjà, faisons en sorte que les 3 heures d'EPS qui figurent au programme de primaire soient réalisées ! Or, elles ne le sont pas.”

CORALIE BENECH

Quelle est la situation des enfants et des jeunes aujourd'hui du point de vue de l'activité physique ?

Coralie Benech : Des études scientifiques montrent qu'en 40 ans, les jeunes ont perdu 25 % de leurs capacités cardio-respiratoires. Ce chiffre nous alerte beaucoup. La sédentarité est l'une des explications, avec l'accès aux écrans qui l'a fortement accentuée. La crise sanitaire est passée par là, avec des effets négatifs sur les modes de pratique physique chez les jeunes. Elle a renforcé les inégalités d'accès. On sait que les jeunes des milieux défavorisés ont tendance à être plus souvent en surpoids que ceux des catégories supérieures. Or, on n'a pas le même accès à la culture sportive ni les mêmes pratiques, selon le milieu d'où l'on vient.

François Carré : Elle est catastrophique ! Des enfants entrent en 6^e et ne sont pas capables d'enchaîner quatre pas à cloche-pied sur le même pied ! Avant 7 ans, ils passent 51 % de leur temps assis. À partir de 11-12 ans, c'est les trois quarts de leur journée. Je rappelle que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande aux enfants de 7 à 17 ans, une heure d'activité physique par jour, modérée à intense. En France, 87 % des enfants ne la respectent pas. Notre pays se classe 119^e de ce point de vue, sur 146 pays. D'après les chiffres de l'ANSES¹, en 2020, 49 % des enfants de 11 à 17 ans présentaient un risque sanitaire élevé car ils passaient plus de quatre heures trente devant les écrans, et avaient moins de 20 minutes d'activité physique par jour. Aujourd'hui, en moyenne, un collégien a une capacité physique inférieure à celle d'un homme actif de 60 à 65 ans : ils ne peuvent pas courir plus de cinq minutes à 10 km/h !

Quelle est l'incidence sur la santé ?

FC. : Ce manque d'exercice est le plus souvent associé à une alimentation délétère. L'épidémie de surpoids et d'obésité touche particulièrement les jeunes avec un risque de développer un diabète de type 2, une maladie de vieux ! Aujourd'hui, les enfants ont une pression artérielle, un taux de cholestérol, un taux de sucre dans le sang, plus élevés qu'il y a vingt ans ! Nos collégiens de 15 ans préparent leur infarctus du myocarde à 30 ans, la première cause de mort subite chez les moins de 30 ans en France. C'est pour ça que nous, médecins, tirons le signal d'alarme.

30 minutes d'activité physique quotidienne, est-ce suffisant ?

C.B. : L'important pour la poursuite d'une activité physique, c'est de donner du sens. Or, pour pratiquer les 30 minutes d'activité physique quotidienne (APQ), vous n'avez pas besoin d'équipements. Vous pouvez faire n'importe quoi, comme des montées de genoux... Il n'y a pas de contenus. Ça n'a donc pas de sens pour les élèves. Déjà, faisons en sorte que les 3 heures d'EPS qui figurent au programme de primaire soient réalisées ! Or, elles ne le sont pas !

FC. : Non, ce n'est pas suffisant. Il faut au minimum une heure par jour. Nos enfants en primaire sont ceux qui passent le plus de temps assis en Europe. Nous disons à l'école : « Ça suffit ! Diminuez ce temps assis ! » On ne parle pas de sport, mais d'activité physique. Comme les enfants ne bougent plus en dehors, il n'y a que là-dessus que nous pouvons appuyer, car les parents sont eux aussi trop sédentaires. On peut demander aux élèves de jouer 30 minutes dans la cour, à l'épervier, à la balle au prisonnier, de faire des jeux... Ils peuvent sauter, bouger pendant quelques minutes quand ils ont du mal à rester concentrés... Ça peut être 2 fois 15 minutes, 3 fois 10 minutes, 6 fois 5 minutes ! On s'en moque !

Beaucoup d'écoles font part de contraintes de temps qui empêchent l'application des 30 minutes d'activité physique dans toutes les écoles. Qu'en pensez-vous ?

C.B. : Le ministère a rajouté 30 minutes d'activité physique quotidienne (APQ) alors que nous sommes soumis à des horaires réglementés et établis, et que nous avons de plus en plus d'injonctions sur les fondamentaux que sont les mathématiques et le français. En EPS, il y a des contenus, des programmes. L'APQ n'a ni contenu, ni programme. Elle n'a pas sa place à l'école.

FC. : Le ministère de l'Éducation nationale a été maladroit dans sa façon de présenter les choses. Nous n'avons absolument pas été directifs. Quant au manque de temps, le programme, les professeurs le finissent, mais les enfants ne savent pas lire, écrire compter. Or, tout va ensemble ! Un enfant qui passe trop de temps sédentaire, diminue ses résultats scolaires. Si les professeurs mettaient en place les 30 minutes d'activité physique par jour, non seulement ils finiraient les programmes, mais les enfants retiendraient mieux ! L'enfant, qui a marché avant d'aller à l'école, retient mieux que celui qui est venu en voiture. Tous les pays ont augmenté le temps d'activité physique quotidienne. Il n'y a que nous qui n'y croyions pas.

Les syndicats reprochent à l'activité physique quotidienne de faire concurrence à l'EPS. L'une doit-elle remplacer l'autre ?

C.B. : Un rapport de l'Inspection générale montre



FRANÇOIS CARRÉ
Cardiologue

Médecin du sport au sein du CHRU Pontchaillou, à Rennes, il est membre du collectif « Pour une France en forme » et investigateur coordonnateur de l'étude « Inverser les courbes ».

qu'en moyenne, les écoles pratiquent 2h15 d'EPS par semaine, loin des trois heures requises. L'accès à des équipements sportifs n'est pas facile, et les injonctions aux fondamentaux impactent les autres disciplines, y compris dans la formation des enseignants du premier degré, où de moins en moins de temps est consacré à l'EPS. La question est de savoir si l'on considère l'EPS comme une matière fondamentale. Elle revêt pourtant un double enjeu : de santé et culturel. C'est donc bien sur cette discipline qu'il faut investir. On ferait mieux de faire plus d'EPS, plutôt que de rajouter un dispositif qui n'apporte rien en termes d'apprentissage ou de réduction des inégalités.

“
Qu'attend-on ?
Que les gamins
fassent leur infarctus
à 20 ans ?”

FRANÇOIS CARRÉ

FC. : On ne dit pas que l'une est l'égale de l'autre. Mais comment faire faire du sport à un enfant qui ne sait pas sauter à cloche-pied ? Nous, les médecins, et le collectif pour une France en forme, sommes là pour faire bouger les enfants. Le sport n'est pas indispensable. Ce qui est indispensable, c'est de bouger. Si on doit faire une analogie, bouger, c'est comme écrire et lire. Faire du sport, c'est faire de la littérature. En tant que médecins, nous ne voulons pas d'une nation sportive, mais d'une nation qui bouge. Et ce ne sont pas les médailles aux JO qui vont faire bouger les Français ! Qu'attend-on ? Que les gamins fassent leur infarctus à 20 ans ? Dans notre étude « Inverser les courbes », on a entraîné 4 000 collégiens deux fois 15 minutes par semaine. En six semaines, ils avaient rattrapé 40 % de leur capacité physique. Il est donc possible d'inverser la tendance.

(1) Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.



EN SAVOIR PLUS :

Pétition Pour une jeunesse plus sportive : tout commence à l'école !



iStock™
Credit: Prostock-Studio

Violences sexuelles : des parents sensibilisés à la veille collective

Comment protéger les enfants des violences sexuelles ? La FCPE des Landes a convié les parents à une conférence sur le sujet. Pour avoir **la bonne attitude.**

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

Il y a d'un côté le parent d'élève et, de l'autre, le parent de l'enfant. En parallèle des formations sur le rôle du parent d'élève, la FCPE des Landes organise des conférences-débats sur des thèmes d'actualité qui interrogent la parentalité¹. « Le monde est devenu tellement complexe, commente Martine Ibarra, secrétaire générale adjointe. Depuis quatre-cinq ans, nous en organisons une dizaine par an. »

Vendredi 25 janvier 2024, la conférence porte sur la prévention des violences sexuelles avec l'intervention de l'association Colosse aux pieds d'argile. « L'association intervenait déjà auprès des 6^e du collège Lubet-Barbon de Saint-Pierre-du-Mont, relate la secrétaire générale adjointe. La principale nous a ouvert une salle pour accueillir les parents de 18h30 à 20h30. » Parents, professionnels, associations... toute la communauté éducative est conviée. « Une trentaine de personnes est venue », comptabilise Martine Ibarra.

Pas simple de parler d'un tel sujet... Mais Christelle Cardoso, chargée de mission prévention au Colosse aux pieds d'argile, maîtrise parfaitement son PowerPoint que ce soit face aux enfants, ou face aux

adultes. « Pour chaque public, elle utilise des mots adaptés. Le PowerPoint est avant tout un support aux échanges », précise Martine Ibarra.

La séance commence par le rappel de la loi, des agissements sexistes aux violences sexuelles. Puis l'interaction s'installe. Comment repérer les signaux faibles ? Comment accueillir la parole ? Comment agir ? Vers quels professionnels se tourner ? L'échange est riche et dense. « Certaines

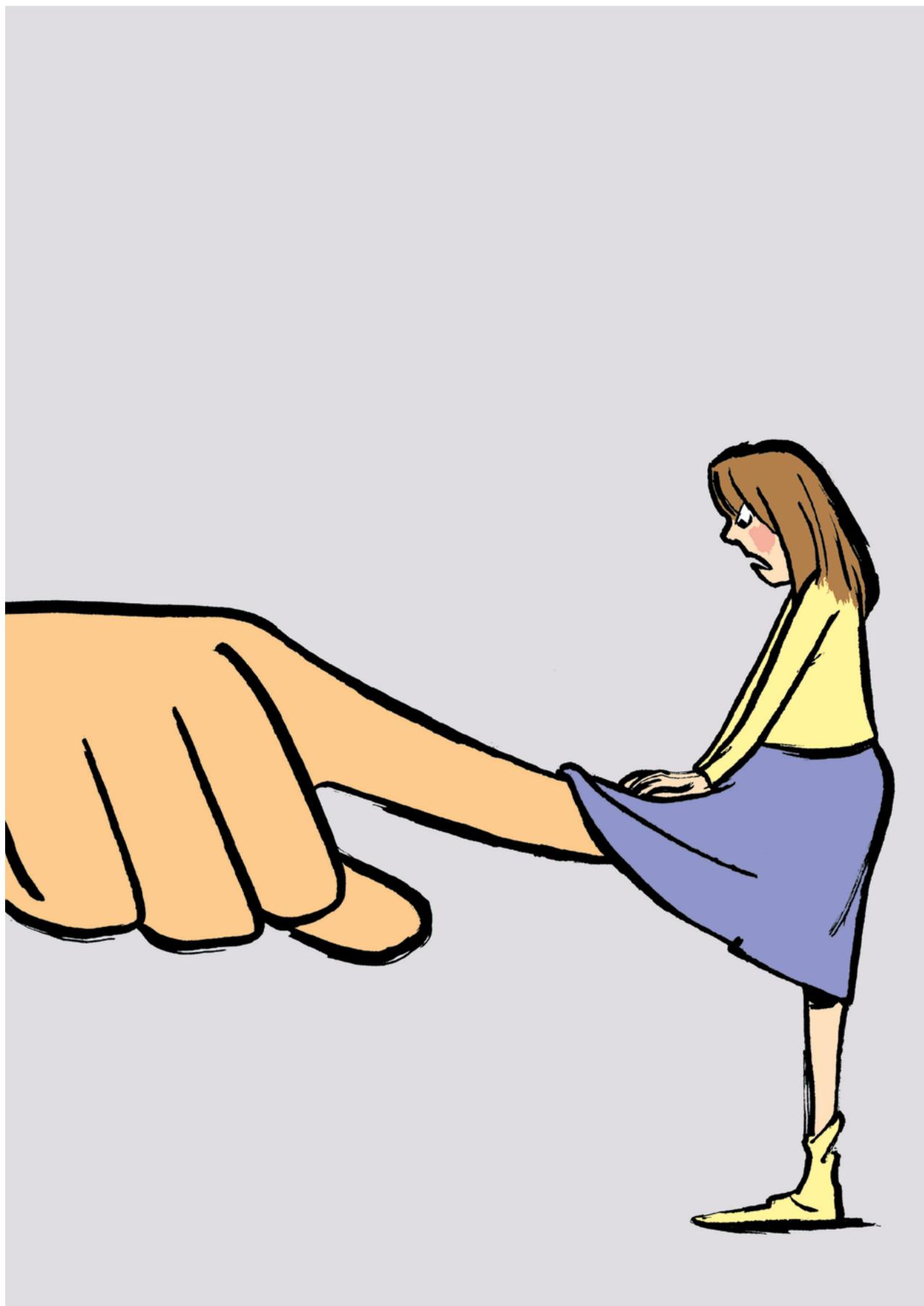
personnes ont été très surprises quand elle nous a dit d'éviter d'installer un enfant qui n'est pas le sien à l'avant de la voiture... Désormais, nous avons matière à nous interroger sur les changements de comportement des enfants mais, aussi, sur nos façons d'agir avec eux », conclut Martine Ibarra.

(1) En partenariat avec la CAF des Landes dans le cadre des Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP).

PRÉVENIR ET SENSIBILISER À TOUS LES ÂGES

Créée en 2013, l'association Colosse aux pieds d'argile intervient auprès des enfants dès le plus jeune âge, « pour qu'ils sachent se protéger, pour qu'ils libèrent leur parole et pour que leur traumatisme puisse être traité au plus tôt », détaille Sébastien Boueilh, son fondateur et directeur. L'association s'adresse aussi aux éducateurs, dont les parents, pour les amener à une veille collective, l'objectif étant qu'ils soient capables de détecter les signaux faibles des enfants. « Mais aussi pour les prévenir sur les postures d'adultes en présence d'enfants qui ne sont plus acceptables aujourd'hui », ajoute l'ancien rugbyman, lui-même victime de violences sexuelles entre 12 et 16 ans. Le sujet, encore tabou, dérange toujours, mais il est inévitable. « Souvent, les adultes viennent à reculons à nos conférences..., remarque Sébastien Boueilh. À la fin, ils nous disent "merci". »

#STOPINCESTE



Nos actions

Depuis fin février, toute la communauté éducative, dont la FCPE 93, se mobilise massivement pour réclamer **un plan d'urgence** dans ce département laissé-pour-compte.



© FCPE 93

SEINE-SAINT-DENIS

La colère éclate dans les écoles

Texte : MARIANNE PEYRI

En 2018, un rapport parlementaire l'avait pointé sans ambiguïté : le département de Seine-Saint-Denis souffre, en matière d'éducation, de moyens inférieurs aux besoins et à la moyenne nationale. En novembre 2023, un nouveau rapport dénonçait une aggravation des conditions d'enseignement. Dans le sillage de sa publication, la création d'une intersyndicale des enseignants (FSU, CGT Educ'Action, Sud Éducation, CNT) a vu le jour et a permis de dresser un autre état des lieux alarmant. Il répertorie un manque, dans le 93, de 2 000 enseignants dans les écoles, de 1 000 dans les 130 collèges et de 2 200 dans les 68 lycées du département. En moyenne, tous niveaux confondus, près de 40 % des établissements n'ont pas de médecin scolaire ou d'infirmière. Le manque d'accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) se compte, lui, en milliers. Au niveau du bâti, la situation est tout aussi catastrophique : 2/3 des écoles en mauvais état, 1/3 infectées par des

nuisibles, 50 % des établissements sous-chauffés, des toilettes dégradées, un manque d'équipements...

Les élèves perdent plus d'un an d'enseignement au cours de leur scolarité

« La situation est consternante », s'insurge Isabelle Lacroix, présidente de la FCPE 93, qui a adhéré depuis fin décembre aux revendications du plan d'urgence de l'intersyndicale : l'embauche de 5 200 postes d'enseignants, 175 CPE, 650 AED, 128 postes d'infirmières et médecins, 72 postes d'assistantes sociales, 2 200 AESH et des moyens pour rénover le bâti et des équipements sportifs. « Les parents d'élèves n'en peuvent plus, confrontés constamment à ce manque de personnels. Des absences de profs depuis la rentrée pour des terminales, d'autres classes sans cours pendant 3 mois... On estime qu'au cours de leur scolarité, les élèves perdent plus d'un an d'enseignement. »

Dans ce département, à la fois le plus jeune

et le plus pauvre de France, les défaillances de l'Éducation nationale ont d'autant plus d'impact. « Nous avons aussi le plus fort taux en France de jeunes professeurs et de contractuels. Il manque aussi des infirmières, des CPE, des surveillants... Dans certains établissements, qui ont plus de 50 % de boursiers, il arrive qu'il n'y ait pas une seule assistante sociale, liste Isabelle Lacroix. Il y a chez les parents un fort sentiment d'injustice avec le constat que les enfants ne bénéficient pas des mêmes chances partout. L'annonce récente des coupes budgétaires, avec peu de moyens pour financer les classes de niveaux discriminatoires alors que l'État investit pour des uniformes, a fait déborder le vase. Et ce qui se passe ici n'est que le miroir grossissant de ce qui risque de se produire ailleurs. »

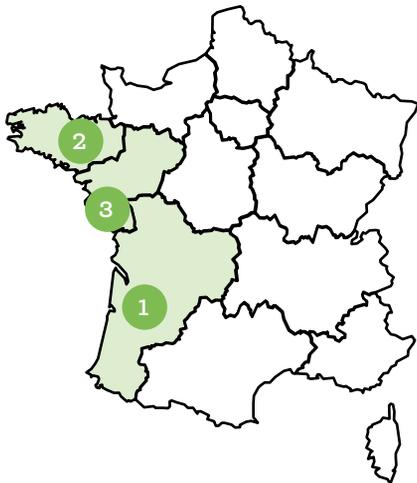
Jusqu'à 5 000 manifestants

Après des premières manifestations courant février dans plusieurs établissements du 93, le mouvement a pris de l'ampleur fin février, les enseignants refusant de reprendre les cours. Depuis les assemblées générales et les manifestations se multipliant devant les écoles, les mairies, les préfectures. Le 7 mars, la manifestation a ainsi rassemblé à Paris 4 500 personnes, dont 450 ayant participé à l'AG de la Bourse du travail. Le 14 mars, on comptait 5 000 personnes devant la préfecture de Bobigny. À l'initiative de la FCPE 93, une autre manifestation a également été programmée le 24 mars avec demande faite aux enfants de dessiner l'école dont ils rêvent. « En 1998, les mouvements de protestation de trois mois dans le 93 avait permis la nomination de 3 000 postes. Depuis 2021, un plan d'urgence a été décrété pour l'éducation à Marseille » rappelle la présidente de la FCPE 93. « Cela nous pousse à tenir bon. »



EN SAVOIR PLUS :

Internet Retrouvez sur notre site un gabarit d'affiche pour organiser vos mobilisations et collèges déserts : fcpe.asso.fr, rubrique Actualités.



2

ILLE-ET-VILAINE

École inclusive : trop d'élèves en souffrance

A lors que l'Ille-et-Vilaine est le département de Bretagne le plus dynamique en termes d'accueil de nouveaux habitants, c'est celui qui est le moins doté en instituts médico-éducatifs (IME). Plus de 900 places manquent à l'appel, selon le décompte du Collectif handicaps 35. Les enfants sont donc scolarisés en milieu ordinaire et en souffrance, alors qu'ils ont reçu une notification pour intégrer ce type de structure plus adaptée. Même si 630 places ont été créées, le compte n'y est toujours pas. Plusieurs centaines d'AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap) devraient être recrutés pour pallier le déficit. En attendant, les situations deviennent ingérables et les incidents se multiplient. Enfants, parents, personnels de l'Éducation nationale, professionnels de santé n'en peuvent plus.



© FCPE Paul-Émile Victor

étaient présentes. En parallèle, plusieurs parents d'élèves ont saisi le directeur académique des services de l'Éducation nationale concernant l'absence d'AESH auprès d'enfants scolarisés.

La mobilisation se poursuit avec la création d'une plateforme participative pour rassembler les informations et ressources. Dernière action de sensibilisation en date : le 15 mars dernier.

+ EN SAVOIR PLUS :
Site facebook.com/fcpe35

1

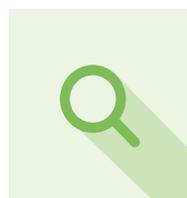
GIRONDE



5 matinées d'école, c'est mieux pour les élèves

Dix communes de Gironde maintiennent encore la semaine de quatre jours et demi dans les écoles maternelles et élémentaires, alors que 93% des communes de France y dérogent avec l'accord du ministère. Aujourd'hui sous pression des syndicats enseignants, elles pourraient revenir en arrière. La FCPE de Gironde, elle, ne partage pas cet avis et leur apporte son soutien dans un communiqué de presse publié le 8 avril. « Les familles de ces communes ont été consultées à plusieurs reprises et ont renouvelé leur intérêt pour les temps d'activités périscolaires », précise-t-elle. Les représentants de parents citent également la littérature scientifique sur le sujet, avec entre autres bienfaits, la réduction des inégalités.

+ EN SAVOIR PLUS :
Facebook facebook.com/fcpe.gironde



12 000

ÉLÈVES

étaient absents en classe lors de la journée École déserte organisée le 28 mars.

3

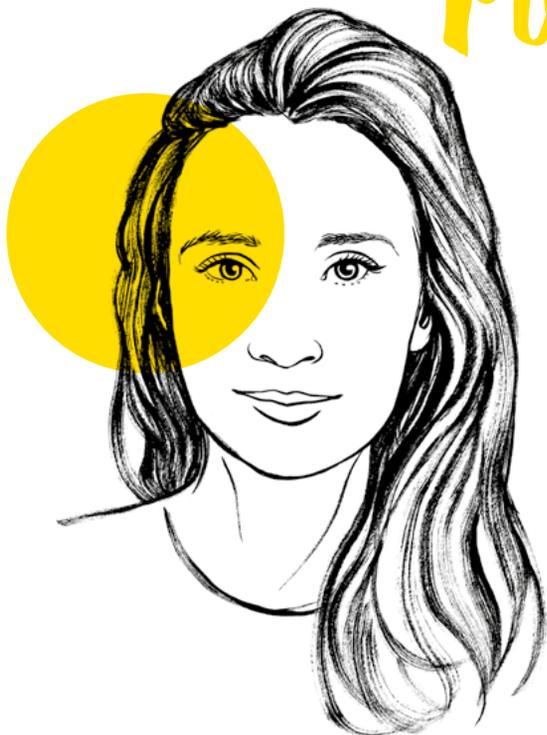
LOIRE-ATLANTIQUE

Un clip de rap contre le choc des savoirs

« On fait bloc, face au choc des savoirs, tu nous casses l'école, ensemble on la répare, on dit stop, aux casseurs en costard, la lutte c'est classe, provoque et tu vas voir. » En Loire-Atlantique, la révolte gronde. Un rap efficace, aux paroles ciselées, imaginé par Mossah et Pablo, parents d'élèves, membres du groupe Le dispositif et Adam l'Ancien, professeur au collège Hector Berlioz de Nantes, a été enregistré, et toute la communauté éducative est mobilisée pour le tournage du clip, présenté lors d'une grande soirée pour l'école le 11 avril. Dominique Bucheton (université de Montpellier) et Edwige Chirouter (université de Nantes) ont apporté leur éclairage scientifique sur le choc des savoirs. Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU et Maud Valegeas, co-secrétaire fédérale de SUD, ainsi que de nombreux représentants départementaux (FCPE et syndicats) ont donné des perspectives sur la mobilisation.

+ EN SAVOIR PLUS :
Facebook [Page des mobilisations](https://facebook.com/mobilisations).

Portrait



Journaliste, chroniqueuse et auteure du livre « Sois jeune et tais-toi » déjà vendu à 30 000 exemplaires, Salomé Saqué, 28 ans, est devenue le porte-voix de toute une génération.

“Le mythe de la méritocratie crée beaucoup de désarroi”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

Depuis la sortie de son livre, Salomé Saqué reçoit beaucoup de messages. Pas seulement des jeunes, qui se sont largement reconnus dans ce qu'elle décrit. Mais aussi de quinquas ou de sexagénaires, qui disent avoir changé de regard sur la jeunesse. Une satisfaction pour la journaliste, dont l'objectif était bien celui-là : faire mentir les clichés (non, les 18-29 ans ne sont pas « incultes » ou « individualistes ») pour réamorcer un dialogue intergénérationnel. Comment ? En donnant la parole aux jeunes et en décryptant leur réalité : le « mirage » de l'autonomie, l'augmentation des inégalités sociales, l'éco-anxiété, les problèmes de santé mentale, l'exceptionnelle précarité. Un journalisme engagé, disent certains. Mais peut-il en être autrement ? « Je ne préconise rien, répond-elle. Je constate, je documente des faits et des mécanismes. Par contre, je renvoie vers des ouvrages comme celui du sociologue Camille Peugny,

« Pour une politique de la jeunesse » qui lui, établit un programme. »

« Pour aller au théâtre, il fallait faire une heure et demie de bus »

Ce métier de journaliste, elle en a longtemps rêvé (« Ado, je me souviens avoir visionné l'intégrale des documentaires des lauréats du prix Albert Londres que j'avais reçue à Noël »), mais sans l'envisager vraiment. Car Salomé Saqué ne vient pas du sérail et les « barrières mentales » qui freinent certains jeunes aujourd'hui, elle les connaît bien. « Je ne me considère pas comme une transclasse, rectifie-t-elle néanmoins. Mon père est professeur dans un lycée professionnel, ce qui donne quelques prédispositions. Mais j'ai grandi en Ardèche, un département très isolé. Ça s'est amélioré aujourd'hui, mais quand j'étais adolescente, l'accès à la vie culturelle était très limité. Pour aller au théâtre, il fallait faire une heure et demie de bus. » Un éloignement des centres urbains qui conditionne aussi l'imaginaire et la projection dans l'avenir...

« Je ne connaissais personne dans le journalisme, ni de près ni de loin. » Salomé entre finalement en prépa littéraire à Lyon puis obtient un Master 2 en droit à Paris. Elle a 23 ans et le journalisme s'impose enfin. Elle complète sa formation, puis intègre un temps France 24, avant de rejoindre le média Blast, Arte et la chaîne parlementaire (LCP).

Donner la parole à ceux qui pensent des alternatives

Le travail qu'elle produit, documenté et rigoureux, se concentre sur plusieurs thèmes dont l'urgence écologique et l'égalité homme-femmes. Mais aussi les questions de mobilité sociale, notamment au sein de l'école française, « l'une des plus reproductrices d'inégalités parmi les pays de l'OCDE », rappelle-t-elle. « Notre milieu nous prédispose, c'est un fait. Mais le plus difficile à vivre pour les jeunes, c'est le décalage entre le discours politique sur la méritocratie – une école républicaine qui offre, soi-disant, les mêmes chances à toutes et tous – et la réalité sociologique. Ce décalage crée énormément de frustration et de détresse chez les jeunes notamment ceux issus des classes défavorisées. Car si on pense que ceux qui réussissent le méritent, on pense que ceux qui ne réussissent pas le méritent aussi. » Une violence sociale, contre laquelle les politiques actuelles « ne luttent pas », regrette-t-elle, sans toutefois perdre espoir... « On n'est pas contraints de vivre dans une société où les jeunes sont mis à mal, où les inégalités se creusent et où l'on compromet les conditions d'habitabilité de la planète, souligne-t-elle. Ça reste une décision collective. » Elle, qui donne justement la parole à ceux qui pensent des alternatives, avec un credo : « insuffler l'idée qu'autre chose est possible. »

”

T'AS TES RÈGLES, ET ALORS ?

J'ai mes
trucs, ça me
suffit !!!

Ah tes règles,
tu veux dire ?

Bah c'est
normal ça
tu sais !

Tu peux le
dire pour de
vrai c'est pas
comme Voldemort ©
hein !



POUR UNE DISTRIBUTION GRATUITE DES PROTECTIONS
HYGIÉNIQUES DANS TOUS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES.

fcpé

la boutique

**NOUVEAUX
GOODIES**



FCPE

**De petits prix
pour de grandes
actions !**

e-bt.fr/boutique/fcpe

